

## **LA RAISON HISTORIQUE : LA VOIE POUR LA RENAISSANCE DU TOGO<sup>i</sup>**

Professeur, Yao ASSOGBA, Sociologue, Ph.D.  
Université du Québec en Outaouais (Québec) Canada

*« L'histoire est pleine de ces sauts brusques qui d'un seul coup,  
rendent plausible ce qui paraissait impensable la veille »*

C. Coquery-Vidrovitch,  
Historienne

Humaniste, c'est en Humaniste, Patriote, c'est en Patriote, Sociologue, c'est en Sociologue que j'ai écrit ce texte.

Aussi loin que je puisse remonter dans ma mémoire, il me semble que le présent article est le premier que je publie sur internet dans le cadre des débats sur la situation sociale et politique de notre pays. Si je me suis abstenu de le faire jusqu'ici, c'est parce que la littérature virtuelle dominante véhiculée sur la situation du Togo est imprécatoire, injurieuse et dans le pire des cas haineuse. Ce sont les hommes qui font l'histoire. Mais ils ne peuvent pas la faire par des imprécations. Mais aussi ce sont les idées qui gouvernent le monde. Dans ces perspectives, les hommes doivent plutôt faire un effort de distanciation dont la capacité heuristique leur permet de dresser l'état des lieux, avec moins de subjectivité possible, afin d'être en mesure d'emprunter la voie de la raison historique pour ses pratiques sociales, qu'elle soit politique, économique, culturelle, etc.

En ce 50<sup>e</sup> anniversaire de son indépendance, l'analyse sociologique et historique du Togo m'a amène à la simple conclusion que seule la voie de la Raison historique sortirait notre pays de la crise pour que nous puissions faire du prochain demi-siècle celui de la Renaissance nationale et internationale de la Terre de nos Aïeux.

### **1. De la crise togolaise**

Quoi qu'on pense, quoi qu'on dise, quoi qu'on fasse, le Togo vit une crise sociétale depuis quatre décennies; crise dont les manifestations ont été bien documentées et étudiées, pour que je me contente d'en rappeler seulement l'essentiel ici : la dictature comme régime politique avec ce que cela comporte comme confiscation des libertés fondamentales, les assassinats politiques, l'impunité, etc. Mais le Togo connaît aussi l'accentuation des inégalités sociales, l'accapitation

des richesses nationales et du pouvoir par une minorité de privilégiés appartenant surtout au pouvoir et au RPT, la division ethnique qui demeure encore un tabou alors que c'est une réalité sociale manifeste, l'exclusion sociale et économique massive des jeunes, la déliquescence des institutions publiques, etc. L'ensemble de ces problèmes sociaux, caractérisés par leur ampleur, leur omniprésence et leurs effets pervers dans la société, est désigné communément par le vocable « crise ». C'est ce que Ivan Illich appelle la « ruée forcée vers l'escalade de la gestion » de la cité<sup>ii</sup>.

«Le respect de l'être humain devient bien faible quand on laisse les riches tout posséder » dit Robert LaPalme. À voir l'opulence et la richesse d'une minorité effrayante de Togolais comparées à la pauvreté dramatique dans laquelle vit une océanique partie du peuple togolais, on peut aisément dire que le respect de la dignité humaine de cette partie est largement bafouée sans aucune compassion (partage de la souffrance de l'Autre). Ces nouveaux riches forment une « étocratie » et une « aidocratie », c'est-à-dire une petite classe politique et sociale dont les pouvoirs économiques reposent essentiellement sur les flux financiers des grandes sociétés de l'État et de l'aide extérieure. Les rentiers de ce système économique improductif s'enrichissent, l'espace d'un matin, au vu et au su de tout le monde.

Mais dans ce Togo en déliquescence, on oublie souvent de le dire, on retrouve des pépites humaines: commerçants, cinéastes, entrepreneurs, techniciens, ingénieurs, professeurs, étudiants, chercheurs, musiciens, sportifs, etc., mais également des paysans, des mécaniciens, des menuisiers, des couturiers, bref des hommes et des femmes qui inventent chaque jour, au-delà des critères cartésiens, des pratiques sociales novatrices pour survivre ou pour vivre.

Illich donne également une autre signification au terme « crise ». Du grec *krisis*, veut dire « choix, moment décisif ». Il peut alors signifier « l'instant du choix, ce moment merveilleux où les gens deviennent brusquement conscients de la cage où ils se sont enfermés eux-mêmes, et de la possibilité de vivre autrement »<sup>iii</sup>. C'est la crise à laquelle est confronté aujourd'hui le Togo, c'est « l'instant de choix ».

## **2. De la *politie* et de la démocratie.**

L'homme est un *homo politicus*. La *politie* est l'activité spécifique par laquelle il est censé résoudre les problèmes inhérents au fait que les êtres humains doivent vivre ensemble

et parvenir à maintenir la paix et la justice sociale, car hors du groupe social, il n'est d'homme qui mérite ce nom. Êtres libres, grégaires, sociables mais conflictuels aussi, les individus et les groupes sont condamnés à vivre ensemble, en principe sans se faire du mal et sans s'entre-tuer. Et Voltaire, un des grands philosophes du siècle des Lumières, d'écrire : « Puissent tous les hommes se souvenir qu'ils sont frères ! Qu'ils aient en horreur la tyrannie exercée sur les âmes, comme ils ont en exécration le brigandage qui ravit par la force le fruit du travail et de l'industrie paisible ! Si les fléaux de la guerre sont inévitables, ne nous haïssons pas les uns les autres dans le sein de la paix, et employons l'instant de notre existence à bénir également en mille langages divers, depuis Siam jusqu'à la Californie, ta bonté qui nous a donné cet instant » (Voltaire, *Traité sur la tolérance à l'occasion de la mort de Jean Calas* (1763), chapitre XXIII).

L'aventure humaine ici-bas consiste en la résolution constante de cette problématique de la vie en société. De tous les régimes politiques que l'humanité a connus, la démocratie serait le seul régime qui ait pu le mieux résoudre ce paradoxe ontologique :

« Depuis le Néolithique, commencé il y a une dizaine de millénaire, d'autres régimes possibles se sont réalisés et ont tendu à s'imposer un peu partout, mais dès que les conditions de possibilité de la démocratie sont réunies à nouveau, les hommes y retournent spontanément, ce qui fait qu'il est plus expédient de rechercher les facteurs historiques de non-démocratie que ceux de la démocratie (Baechler, 1993 : 43)<sup>iv</sup>. Grand humoriste, Winston Churchill disait, dans un de ces discours à la Chambre des communes à Londres, le 11 novembre 1947, « La démocratie est la pire forme de gouvernement à l'exception de toutes les autres qui ont pu être expérimentées au fil de l'histoire ». C'est pourquoi la démocratie est une idée irréversible dans la mémoire collective et individuelle des hommes<sup>v</sup>. Comme Victor Hugo disait : « Il n'y a pas plus de recul d'idées que de recul de fleuves ». Et l'espèce humaine doit constamment « inventer son humanité ».

### **3. Modalités de changement social**

Une authentique sociologie du changement social, en l'occurrence du changement d'un système politique, doit considérer celui-ci comme la résultante dynamique des relations (rapports de forces) entre des acteurs sociaux collectifs d'une société donnée. Celle-ci est déterminée par les conditionnements structurels caractéristiques du contexte sociétal global dans lequel les différents acteurs sociaux luttent pour la prise du pouvoir en vue d'exercer de la *politie*. Le Changement social s'opère essentiellement selon quatre (4) modalités: 1) l'évolution, 2) la réforme, 3) la

révolte ou 4) la révolution. Ces modalités sont elles-mêmes fonctions des stratégies d'échange et d'organisation de la solidarité entre les acteurs en présence. **1) L'évolution** est le « résultat involontaire d'une somme de choix individuels » faits par les acteurs sociaux sans liens de solidarité entre eux au sein d'une société. **2) La réforme** est un « changement volontaire » recherché par deux catégories d'acteurs sociaux collectifs organisés, et qui s'efforcent d'obtenir ce qu'il faut par un processus de négociation entre elles, sans déclencher ni de grands conflits ni de grandes contradictions. **3) La révolte** consiste en un changement obtenu par « une mobilisation des membres d'une catégorie sociale, dont l'organisation de solidarité est faible, dans des échanges conflictuels et/ou contradictoires. **4) La révolution** naît d'un changement provoqué par l'action d'une catégorie sociale qui a une organisation de solidarité forte, et qui s'est engagée dans des échanges tant conflictuels que contradictoires avec une autre catégorie sociale dont l'organisation est faible. Des mécanismes générateurs d'inégalités des moyens (financiers, coercitifs, diplomatiques, juridiques, etc.) ou de règles politiques définies et instituées pour la compétition, influencent les échanges dans le champ politique<sup>vi</sup>.

#### **4. Le rapport du Togo à la démocratie.**

Les acteurs sociopolitiques qui s'opposent au Togo pour la prise du pouvoir dans le but d'instaurer la démocratie, peuvent être classés en deux grands groupes. Premièrement, un groupe endogène-national divisé en deux sous-groupes : un sous-groupe que je qualifierais de conservateur du régime politique en place depuis 1967, et un sous-groupe porteur des aspirations démocratiques. Le deuxième grand groupe est celui que je qualifierais d'exogène-international<sup>vii</sup>.

#### **Le groupe endogène-national**

- **Le sous-groupe conservateur**

Il est composé du Rassemblement du Peuple Togolais (RPT) et de l'armée togolaise, caractérisée parce que son hégémonie familiale tribale ou ethnique et prétorienne. Elle est familiale par les corps constitués clés de l'armée qui sont sous le commandement des officiers supérieurs appartenant majoritairement à la famille élargie du Chef de l'État. Prétorienne parce que l'armée togolaise est essentiellement vouée à la garde personnelle du Président de la République et du RPT. En outre, le principal mécanisme de régulation sociale et politique de l'armée est la violence militaire. Les autres catégories sociales et

organisations du sous-groupe sont composées d'individus et de clans formant un clientélisme qui relève de plusieurs ordres : politique, économique, ethno-régional, etc. Ce dernier ordre est un sujet qui demeure tabou, mais pourtant manifeste dans le quotidien. Le concept de « clientélisme politique » désigne un ensemble d'admirateurs, de fanatiques et de clercs au service du Chef à qui ils doivent généralement leur carrière, leur fortune et leur classe sociale moyenne ou supérieure.

#### ●Le sous-groupe porteur du changement démocratique

Ce sous-groupe aussi n'est pas homogène, contrairement à ce que l'on est porté à croire. Il est composé des partis de l'opposition, des associations issues de la société (syndicats, mouvements des femmes et des jeunes, etc.), des membres des professions libérales, la presse de l'opposition, des jeunes chômeurs et autres désœuvrés, des ONGs nationales, etc. Depuis l'Après Conférence Nationale et selon les événements politiques (Coup de forces militaires contre le Gouvernement de Transition, pré élections, élections, post élections, violences militaires, grève illimitée, etc.), la « Famille » de l'opposition togolaise s'est constituée successivement en collectifs : CODE1, CODE2<sup>viii</sup>, MO5, etc. et le FRAC pour les besoins des élections présidentielles du 4 mars 2010 au Togo.

#### Le groupe exogène-international

On en distingue deux sous-groupes.

##### ●Le sous-groupe des pays du Nord et des institutions internationales

Il se compose de la France et des groupes d'intérêts français, tant politiques que financiers, des autres pays de l'Union européenne (UE), des États-Unis, du Canada, de la Chine, des « Bailleurs de fonds » (Banque mondiale, FMI)<sup>ix</sup>, des États africains et organisations panafricaines, etc. Force est de constater que depuis la fin brutale du Gouvernement de Transition au Togo, ce sous-groupe met en pratique un soutien stratégique, parfois latent parfois manifeste, au sous-groupe national-conservateur. Qu'il suffise de rappeler, par exemple, le refus de la France de François Mitterrand d'intervenir au Togo pour soutenir le Gouvernement de Transition lors de la prise d'assaut de la Primature par les militaires togolais<sup>x</sup>.

Que l'on se souvienne également du soutien de la France au Président Eyadema lors des élections présidentielles de 1993, 1998, 2003 au Togo. Enfin, depuis le Coup d'État militaire du 13 janvier 1963 au cours duquel le Président togolais Sylvanus Olympio fut assassiné, des conseillers militaires et politiques français entourent le Chef de l'État ainsi que l'état major politique et militaire du Togo<sup>xi</sup>.

● **Le sous-groupe diasporique et ONGs des droits de la personne des pays du Nord**

Ce sous-groupe comprend les diasporas togolaises engagées dans le mouvement de démocratisation du Togo. Le sous-groupe diasporique reçoit parfois le soutien d'ONGs et des organisations internationales des Droits de la personne et de la démocratie. Exemples, en France on peut citer, entre autres, le Comité togolaise de résistance (CTR), la Fédération des droits de l'homme, Survie, etc. Au Canada, on peut citer notamment le Collectif pour la démocratie au Togo qui groupait les associations et ONGs suivantes : la Communauté togolaise au Canada (CTC), la Diaspora togolaise pour la démocratie (DIASTODE), la Ligue des droits et liberté du Québec (LDLQ), l'Association québécoise des organisations internationales (AQOCI), le Canadian University Services Overseas (CUSO), le Centre international de solidarité ouvrière, (CISO), le Centre international pour la démocratie et les droits de la personne (CIDDP) devenu le Centre Droit et Démocratie (CDD), un organisme parapublic canadien d'appui aux mouvements de défense des droits de la personne et de la démocratie dans les pays en développement.

Il convient de souligner ici l'initiative novatrice des diasporas togolaises du Canada, des États-Unis et des Antilles qui ont organisé un Séminaire international réunissant au Canada pour la première fois en 1995, les diasporas togolaises d'Europe, leurs compatriotes nationaux, les chefs ou les représentants des partis de l'Opposition, les ONG; un Séminaire qui a donné naissance à la Diaspora togolaise pour la démocratie (DIASTODE) en 1995.

En 2003, les États généraux des Togolais de l'extérieur ont eu lieu à Montréal. Les assises de cette rencontre ont permis de renforcer le mouvement diasporique togolais par la création de la Diaspora togolaise pour la démocratie et le **développement** (DIASTODE)<sup>xiii</sup>

## 5. La « démocrature » togolaise

Depuis le regain démocratique en Afrique au début des années 1990, les élections présidentielles et législatives déterminent les rapports dynamiques entre les partis politiques pour la prise du pouvoir, l'instauration de la démocratie et de l'État de droit dans les pays africains. De 1993 à 2010, le champ de lutte politique au Togo n'enfante que la « démocrature », c'est-à-dire une dictature qui se prétend une démocratie suite aux élections non transparentes et truquées par le despotisme<sup>xiii</sup> (déjà en selle) et qui a recours régulièrement à la violence militaire pour réprimer les populations et provoquer leur exode dans les pays étrangers<sup>xiv</sup>.

## 6. Le pot de terre contre le pot de fer.

L'histoire des dernières décennies du champ politique au Togo a été jusqu'ici l'histoire de la lutte entre le pot de terre et le pot de fer. En effet, face au RPT totalitaire, les partis de l'opposition au Togo frappent par leur grand nombre et leurs dissensions intra et interpartis. Force est de constater que les partis de l'opposition donnent l'impression qu'ils sont « inactifs » entre deux élections, et ne se manifestent réellement qu'en périodes pré-électorale, électorale et postélectorale jusqu'à l'essoufflement... On peine à connaître clairement leur projet de la Nation togolaise démocratique. De plus, les moyens matériels et financiers dont dispose l'opposition togolaise sont très faibles par rapport au RPT; elle n'a pas, de façon manifeste, le soutien des Forces armées togolaises (FAT). Enfin, ses alliés au sein de la Communauté internationale ne sont pas évidents.

C'est sans doute pourquoi, malgré la Conférence nationale souveraine, malgré le Gouvernement de Transition démocratique, malgré les manifestations de rue, l'opération ville morte, la grève générale qui a duré près d'un an; malgré les élections présidentielles et législatives, la candidature unique, les Collectifs de l'opposition, les soutiens des diasporas togolaises, les médiations des pays voisins, les différents Accords internationaux, etc. c'est toujours le sous-groupe conservateur du groupe endogène-national qui est et demeure au pouvoir. L'opposition togolaise se retrouve toujours à la Périphérie du champ politique, et les forces en faveur du *statu quo ante* occupent toujours le Centre du champ politique au Togo. Pourquoi ? D'entrée de jeu et pourvu que l'*homo togolaicus* d'abord, puis ensuite l'observateur extérieur de la scène politique du Togo, veuillent dire la vérité historique, le régime politique en place depuis quatre décennies est érigé

sur un fond social ethnique Nord-Sud, à hégémonie des Togolais que l'on appelle communément « les ressortissants du nord ».

Cette question épineuse mais tabou a été traitée, avec courage et même avec une certaine témérité, par notre compatriote Pierre S. Adjété dans un texte fondamental qu'il a intitulé *Les deux solitudes togolaises-Sortir le Togo du gouffre de l'histoire*, Québec, Canada, août 2009. En substance, Pierre Adjété écrit. « Le Togo entier continue à avoir mal à sa division nord-sud, gangrenée par une confrontation de deux élites campées dans l'adversité : celle conjointe et relativement soudée de l'administration publique et des forces armées dominée par des nordistes d'un côté, celle hétéroclite d'une classe d'intellectuels, de gens d'affaires et d'insatisfaits divers acculés à l'exil silencieux intérieur ou au refuge extérieur généralement bruyant et activiste de l'autre »<sup>xv</sup>.

À tort ou à raison, les Togolais semblent nier ou passer sous silence cette réalité sociale. Tout se passe comme si le but des uns est le fameux slogan : « Ôtez-vous de là que je m'y mette », et les autres « Attention, nous sommes là et nous y serons tant et aussi longtemps que... ». Et puis, suffit-il que la dictature tombe pour que la démocratie s'installe ? Et si le détenteur du pouvoir cherchait à avoir « la certitude de ce qu'il hasarde », comme disait Blaise Pascal, le mathématicien de la théorie des probabilités ?

Comment faire pour que les uns et les autres sortent gagnants de cette joute politique, pour le bien du Togo et de tous les Togolais ? Voilà les questions existentielles qui se posent crûment à tous les Togolais, tous groupes d'appartenance ethniques confondus et toutes allégeances politiques confondues. Et je crois qu'il appartient, à nous et à nous seulement, Togolais du Nord au Sud, d'Est en Ouest, de trouver les réponses qui nous sortiront du gouffre de l'histoire dans lequel nous sommes et continuons de nous enfoncer.

## **7. Bilan de la *politie* au Togo**

En terme de *politie*, deux types de régimes politiques sont possibles : 1) le régime politique qui réussit à résoudre, relativement bien les problèmes de société et à procurer les biens essentiels d'ordre économique, politique, social, culturel, psychologique et spirituel nécessaires à la personne humaine dans sa dignité; 2) le régime politique qui ne réussit pas à procurer (même



minimalement) ces biens à la personne humaine digne de ce nom. À voir l'inégale et l'inéquitable distributions de ces biens essentiels au sein de la société togolaise d'une part, et d'autre part, les dysfonctionnements des institutions tant publiques que privées qui définissent les finalités et les règles du vivre ensemble des Togolais dans la paix et la justice sociale, on ne peut qu'arriver au constat dramatique que le régime politique en vigueur au Togo depuis quatre décennies se classe malheureusement dans le deuxième type de système politique possible.

### 8. Vers la sortie de l'impasse politique togolaise

Au cours des quatre dernières décennies, la lutte pour la démocratie a conduit le Togo dans une impasse politique et sociale qui tend quasiment à se pérenniser. La démocratie étant une idée irréversible d'une part, et se présentant d'autre part comme le régime politique qui serait « naturel » de l'espèce humaine, les hommes lutteront toujours pour l'instauration de ce régime. L'*homo togolaicus* ne fait pas exception à cette loi. Le changement politique, comme je l'ai souligné plus haut, ne s'opère que selon quatre modalités. En faisant une analyse du contexte sociopolitique actuel du Togo à partir de ce cadre de référence sociologique, j'arrive logiquement à la conclusion que seule **la réforme** sortirait le pays de l'impasse politique dans laquelle il se retrouve actuellement.

Ayant trop vu les ravages et les atrocités de la guerre civile à Rouen, puis ceux de la Fronde au XVII<sup>e</sup> siècle, Blaise Pascal ne croyait pas aux vertus de la révolution, quelle qu'elle soit, comme modalité de changement social. En sagesse philosophe politique, il « n'estime pas possible d'améliorer l'organisation des sociétés, sinon par la réforme spirituelle et morale de ceux qui sont naturellement appelés à les gouverner : les princes dans les monarchies, les bourgeois dans la république »<sup>xvi</sup>, aujourd'hui nous dirons les élites et mêmes les valeureux citoyens partout dans la cité.

Nous reconnaissons tous, fort heureusement, que le Togo, notre Patrie, la Terre de nos Aïeux, est une société bloquée. Fernand Dumont philosophe et sociologue du Québec, écrit « Chaque fois que reviennent les jours gris, que le devenir prend une couleur monotone et la politique piétine d'impuissance, on se prend à rêver de quelque sursaut qui remette l'histoire en marche »<sup>xvii</sup>. Le sursaut que l'éthique publique et la raison historique impose dans les circonstances, c'est que les

hommes et les femmes politiques de toutes les allégeances, les Officiers supérieurs des Forces Armées et les élites des différents secteurs du Togo :

1. se fassent violence positive
2. exorcisent les vieux démons responsables du mal togolais
3. trouvent grâce devant le peuple togolais
4. fassent leur propre « réforme spirituelle et morale »
5. se retrouvent en conclave pour élire un Chef nouveau. Dès lors, il serait un véritable *timon* pour « gouverner la république ».

### **9. La voie de la Raison historique pour que renaisse la Nation Togolaise!**

Cette démarche capitale doit commencer par ce que Pierre S. Adjété a appelé, dans son texte *Les deux solitudes togolaises-Sortir le Togo du gouffre de l'histoire*, le « début de dépassement des dissensions d'antan qui a fait ses preuves à travers l'histoire de l'humanité, celle des peuples anciens et des nations modernes, demeure toujours la forme républicaine du pardon collectif ou le *Grand Pardon* »<sup>xviii</sup>.

Sur le plan de l'éthique de responsabilité, le conclave doit organiser un Sommet national suivi des États généraux des grands secteurs d'une société moderne : Régime politique, Éducation, Santé, Affaires sociales, Culture, Agriculture, Économie, Transports, Sciences, Énergie, Technologique, etc. Inspirés par la Raison historique, les Togolais de l'intérieur et de l'extérieur se donneraient à l'issue de ces États généraux, un Projet d'une société nouvelle démocratique et solidaire, capable de relever les grands défis économiques, sociaux, politiques et culturels de la Renaissance de la Nation Togolaise. Et je me remémore ces extraits du Discours d'Indépendance du Togo solennellement prononcé il y a 50 ans (27 avril 1960) par le très Honorable 1<sup>er</sup> Président du Togo, Sylvanus Epiphanio Kwame OLYMPIO, mort pour la Patrie :

Mais le jeune Togo est là,

Fier de sa force, impatient d'entrer dans l'arène.

Il porte sur le front l'orgueil d'un peuple libre

Et son cœur ardent s'emplit d'enthousiasme devant la tâche,

Certes rude mais combien exaltante, qui lui est offerte.

Et maintenant, Togolais et Togolaises,  
Allons, comme l'hymne national nous y convie,  
Allons tous ensemble bâtir la cité.

<sup>i</sup> **Note de l'auteur au lecteur.** Ce texte est le fruit de mes idées et réflexions sur mon pays, le Togo, au cours des vingt (20) dernières années. D'abord, il représente la synthèse de mes travaux de recherche scientifique en tant que Professeur, des articles de journaux, magazines, des documents d'archives que j'ai colligés. Ensuite il se compose des discussions, conversations et de nombreux échanges que, le hasard du destin, m'a donné le privilège d'avoir eus avec des compatriotes, amis, de simples citoyens togolais mais aussi avec les leaders, des membres influents ou des militants de la plupart des Partis politiques au Togo, en l'occurrence par ordre alphabétique : ADDI, CAR, CDPA, CPP, RPT, PDR, etc. et enfin des échanges avec des Observateurs extérieurs clés de la scène politique togolaise, pendant que j'avais le privilège d'être respectivement Président fondateur de la Communauté Togolaise au Canada (CTC, 1991-1993), Secrétaire général fondateur de la Diaspora Togolaise pour la Démocratie (DIASTODE, 1995-2000), Président élu de la Diaspora Togolaise pour la Démocratie et le Développement (DIASTODE, 2003-2004).

**Idéalement, ce texte devrait se lire papier et crayon en mains.**

**N.B.** Les longs et soutenus échanges et discussions que j'ai eus quotidiennement avec Pierre S. Adjété, mon compatriote, ami et conseiller spécial, ont enrichi mes idées et réflexions pour écrire ce texte. Je lui exprime ici ma gratitude.

<sup>ii</sup> Ivan Illich, *Le chômage créateur. Postface à La convivialité*, Paris, Éditions du Seuil, 1977, p.12.

<sup>iii</sup> *ibid.*, p.12.

<sup>iv</sup> Jean Baechler, « Nature et démocratie », *Revue européenne des sciences sociales*. Tome XXXI, no 97, pp. 43-57.

<sup>v</sup> Yao Assogba, *Sortir l'Afrique du gouffre de l'histoire. Le défi éthique du développement et de la renaissance de l'Afrique*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2004.

<sup>vi</sup> Guy Bajoit, *Pour une sociologie relationnelle*, Paris, Presses universitaires de France, 1992.

<sup>vii</sup> Yao Assogba, « Dictature, « démocratie » et démocratie. La longue marche de l'Afrique noire depuis les temps modernes », Claude Beauchamp (sous la direction de), *Démocratie, culture et développement en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 1997, pp. 91-103.

<sup>viii</sup> Yao Assogba, *Le Togo. La difficile naissance de la démocratie*, Le Droit, Ottawa, Ontario, Canada, 11 janvier 1993.

<sup>ix</sup> Yao Assogba, *Mission diplomatique canadienne en Afrique. Le Togo, une « histoire à succès »*. Au nom du commerce, la plus vieille dictature en Afrique est citée en exemple par le Secrétaire d'État canadien chargé de l'Afrique. Le Devoir, Montréal, Québec, Canada, 11 mai 1998.

<sup>x</sup> Jean-Marc Éla et Yao Assogba, *Afrique. Désenchantement démocratique. La francophonie à l'épreuve*, Le Devoir, Montréal, Québec, Canada, 1<sup>er</sup> avril 1996.

<sup>xi</sup> Yao Assogba, *Hold-up électoral au Togo. La politique française d'antidémocratisation de l'Afrique*, Le Devoir, Montréal, Québec, Canada, 25 juillet 2003.

<sup>xii</sup> Yao Assogba, *Des diasporas engagées. Les Togolais d'ici impliqués dans des projets africains*. Le Devoir, Montréal, Québec, Canada, CAHIER SPÉCIAL, 13 septembre 2003.

<sup>xiii</sup> Max Goumaz-Laniger, *La dictature : dictature camouflée, démocratie truquée*, Paris, L'Harmattan, 1992.

<sup>xiv</sup> Yao Assogba, *Le Togo en implosion. Il faut éviter la guerre civile, qui serait une crise de trop en Afrique et dans le monde*, Le Devoir, Montréal, Québec, Canada, 10 février 1993.

<sup>xv</sup> À lire sur [www.adjete.com](http://www.adjete.com).

<sup>xvi</sup> Cf. Jacques Attali, *Blaise Pascal ou le génie français*, Paris, Fayard, 2000, p. 316.

<sup>xvii</sup> Cf. Fernand Dumont, *Raisons communes*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1995, p. 11.

<sup>xviii</sup> Il y a une vingtaine d'années, la démarche de « Grand Pardon » avait déjà été proposée à la classe politique et aux citoyens togolais comme une étape de dépassement et de réconciliation par l'homme politique togolais Édem Kodjo.